

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Conseil municipal
du 23 septembre 2026 à 19h,
réuni en l'Hôtel de Ville,
sous la présidence de
Monsieur Gabriel MELAÏMI, Maire
Date de convocation : 17 septembre 2026

Conseillers en exercice : 33
Conseiller présents : 26
Nombre de pouvoirs : 6
Nombre de votants : 32

Etaient présents :

Gabriel MELAÏMI, Francis LEFEVRE, Gabriela MIDA, Christophe GUILLEMIN, Véronique DEHAME ROUSSEAU, Robin MENOT, Patrick ROUSSEAU, Dominique FAIVRE, Daniel DECLEIR, Ibrahima SAID ALI, Benoît PROFFIT, Michèle ZAJDMAN, Françoise LUZZI, Thierry PREVOT, Giuseppa RADER, Christelle VAN HOOTEGEM, Stéphane MONTREUIL, Yannick BREAVOINE, Victoria COWLESSUR, Nicolas NOYALET, Stéphanie ALLART, Damien JAUREGUY, Michel SPEMENT, Virginie DOUAT, Pierre-Marie JUMEAUCOURT, Eloïse PEYLE.

Absents ayant donné pouvoirs :

Tonia VIVIEN, pouvoir à Véronique DEHAME ROUSSEAU, Marie-Line DOMESOR, pouvoir à Victoria COWLESSUR, Bérangère MELON, pouvoir à Thierry PREVOT, Françoise NIVASSE pouvoir à Michel SPEMENT, Catherine SCHMITT LECOMTE pouvoir à Virginie DOUAT, Thierry GALIN, pouvoir à Pierre-Marie JUMEAUCOURT.

Est désigné secrétaire de séance : Thierry PREVOT

**DEL 2026-09-06
BUDGET GENERAL
ADMISSIONS EN NON-VALEUR / ANNULATION DE TITRE DE RECETTES**

Rapporteur : Francis LEFEVRE

Vu la requête de la Direction des finances publiques en date du 23 juin 2026 d'admettre en non-valeur plusieurs créances éteintes liées à des frais de cantine et de fourrière automobile, suite à des commissions de surendettement et des décisions d'effacement de dette, pour un montant total de 867,31 €,

Il est donc demandé au Conseil municipal d'admettre en non-valeur les 9 créances concernées.

La Commune et le Service de gestion comptable ne pourront alors plus tenter d'action de recouvrement.

Un titre de recettes (titre n° 385 du 27/05/2016) d'un montant de 120 € a été émis en 2016 à l'encontre de Reitz Immobilier - en tant que Syndic de la copropriété « Résidence du Paon » - pour la location de la Salle de Justice de paix.

Or, le syndic actuellement en place a été nommé le 27 juin 2016 et n'est donc pas en mesure d'affirmer que la réunion a bien eu lieu, et donc de justifier la dépense auprès des copropriétaires actuels.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver l'annulation de ce titre de recettes.

Le rapporteur demande au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser le Maire à admettre en non-valeur les recettes dont le détail figure en annexe de la présente délibération, et dont le montant total s'élève à 867,31 €,
- Approuver l'annulation du titre n° 385 du 27/05/2016 d'un montant de 120 €.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la proposition du rapporteur.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Ont signé au registre les membres présents.
Pour copie certifiée conforme,
A Crépy-en-Valois, le 23 septembre 2026.

Publié sur le site internet
de la commune
le : 29 SEP. 2026

Thierry PREVOT
Secrétaire de séance

Gabriel MELAÏMI,
Maire de Crépy-en-Valois
1^{er} Vice-président de la CCPV

INFORMATIONS – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération, régulièrement affichée et transmise au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département, et de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site : www.telerecours.fr.
Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune dans le même délai.